ASSEMBLÉE NATIONALE

29 mai 2019

LOI D'ORIENTATION DES MOBILITÉS - (N° 1974)

Commission	
Gouvernement	

Retiré

AMENDEMENT

N ° 3057

présenté par

Mme Michel, Mme Blanc, Mme Brugnera, M. Cazeneuve, Mme Cloarec-Le Nabour, M. Gaillard,
Mme Khattabi, M. Leclabart, M. Le Gac, Mme Lemoine, Mme Limon, M. Martin et M. Viala

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 5, insérer l'article suivant:**

Le 1° du I de l'article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales est complété par les mots : « actions de soutien aux mobilités actives et partagées d'intérêt communautaire ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement est issu des travaux du groupe de travail de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur le projet de loi.

Il permet d'habiliter toutes les communautés de communes à conduire des actions de soutien d'intérêt communautaire dans le domaine des mobilités actives et des mobilités partagées au titre de leur compétence « aménagement de l'espace ». Il ne s'agit pas d'une compétence d'organisation de la mobilité mais d'une capacité à soutenir ou conduire des actions pour faciliter le déploiement spatial des mobilités actives et partagées sur le territoire des CC, que celles-ci soient AOM ou non.

Lors des débats en commission, Mme la Ministre a indiqué que cette possibilité est d'ores et déjà ouverte aux communautés de communes. Il nous semble néanmoins utile de ré-évoquer ce sujet en séance afin d'obtenir l'assurance du Gouvernement sur ce point, ce qui pourra avoir une utilité pour bien sécuriser les données au plan juridique en cas de contentieux.